

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AFR 30/002/2007 - ÉFAI

15 août 2007

AU 211/07

Craintes pour la sécurité / Craintes de torture

GUINÉE-BISSAU

Allen Yéro Embalo (h), journaliste
Alberto Dabo (h), journaliste
Eva Maria Auzenda Biague (f), journaliste
Fernando Jorge Perreira (h), journaliste
Mario Sa Gomes (h), défenseur des droits humains

Les quatre journalistes nommés ci-dessus se cachent depuis qu'ils ont reçu des menaces de la part de l'armée après avoir évoqué l'utilisation de la Guinée-Bissau comme point de transit par les trafiquants de drogue. S'ils étaient arrêtés par l'armée, ils risqueraient d'être soumis à la torture. Mario Sa Gomes, un défenseur des droits humains qui a demandé publiquement la révocation de hauts responsables civils et militaires soupçonnés d'être impliqués dans le trafic de stupéfiants, se cache également par crainte d'être tué.

Les journalistes, qui travaillent pour la BBC, Radio France International et l'Agence France Presse, ont publié des informations faisant état de l'implication de fonctionnaires civils et militaires de haut rang dans le trafic de stupéfiants. Des officiers de l'armée ont demandé sur la station de radio nationale qu'Allen Yéro Embalo et Alberto Dabo s'y expriment en revenant sur leurs déclarations. Ces derniers n'ayant pas donné suite à cet ordre, des militaires ont émis une autre annonce en exigeant que ces deux hommes, ainsi qu'Eva Maria Auzenda Biague et Fernando Jorge Perreira, se présentent au poste de police le plus proche. Les quatre journalistes ont commencé à se cacher peu de temps après.

Le 11 juillet, Mario Sa Gomes, qui travaille pour la *Liga Guineense dos Direitos Humanos* (LGDH, Ligue guinéenne de défense des droits humains), une organisation non gouvernementale (ONG) nationale, a déclaré à la radio nationale que le moyen le plus efficace de lutter contre le trafic de stupéfiants dans ce pays était de démettre immédiatement de leurs fonctions tous les responsables civils et militaires soupçonnés d'être impliqués dans celui-ci. Le chef de l'armée a exigé des excuses publiques, que Mario Sa Gomes a refusé de présenter. Il a alors décerné un mandat d'arrêt à son encontre. Le défenseur des droits humains a commencé à se cacher peu après, craignant que sa vie ne soit en danger.

Après que l'édition 2007 du *Rapport mondial sur les drogues* des Nations unies a désigné la Guinée-Bissau comme un point de transit et de trafic majeur pour la cocaïne, les quatre journalistes ont diffusé différentes informations dénonçant l'implication de hauts responsables civils et militaires dans le commerce des stupéfiants. C'est à la suite de ces déclarations qu'ils ont été menacés par l'armée. Il n'existe aucune prison en Guinée-Bissau et, si elles sont capturées, ces cinq personnes seront détenues dans des installations militaires.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La République de Guinée-Bissau est une ancienne colonie portugaise qui a obtenu son indépendance en 1973. Les premières élections pluripartites ont été organisées en 1994. Depuis lors, des coups d'État ont été menés par l'armée en 1998 et en septembre 2003. La mort du chef des forces armées à la suite d'une

mutinerie des factions militaires en octobre 2004 a provoqué des tensions de grande ampleur dans le pays. En juillet 2005, des élections présidentielles ont eu lieu pour la première fois depuis le coup d'État de septembre 2003.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en portugais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par le fait que les journalistes Allen Yéro Embalo, Alberto Dabo, Eva Maria Auzenda Biague et Fernando Jorge Perreira, ainsi que le défenseur des droits humains Mario Sa Gomes, ont été menacés par des responsables militaires en raison de leurs activités ;
- dites-vous inquiet à l'idée que ces personnes risquent d'être torturées, voire tuées, si elles sont capturées ;
- demandez qu'une enquête impartiale soit ouverte dans les plus brefs délais, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les fonctionnaires impliqués soient suspendus jusqu'à la fin de cette procédure judiciaire.

APPELS À :

Procureur Général :

Exmo. Sr. Dr. Fernando Jorge Ribeiro
Procurador Geral da República
Procuradoria Geral
Avenida Amílcar Cabral
Bissau

République de Guinée-Bissau

Fax : +245 20 39 24

Formule d'appel : *Excelência, / Monsieur le Procureur,*

COPIES À :

Ministre de la Justice :

Sua Excelência Carmelita Barbosa Rodrigues Pires
Ministra da Justiça
Ministério de Justiça
Avenida Amílcar Cabral
Bissau

République de Guinée-Bissau

Fax : +245 202 185

Formule d'appel : *Excelência, / Madame la Ministre,*

Ministre de l'Intérieur :

Sua Excelência Baciro Dabó
Ministro da Administração Interna
Ministério da Administração Interna
Avenida da Unidade Africana
Bissau

République de Guinée-Bissau

Fax : +245 201 671

Formule d'appel : *Excelência, / Monsieur le Ministre,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Guinée-Bissau dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 26 SEPTEMBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.